SEA UNSA éducation
Syndicat de l'Enseignement agricole

COMMUNIQUÉ

Salaires : le gouvernement laisse les fonctionnaires au bord du chemin

ACTUS MILITANTES



Alors que le gouvernement a confirmé une inflation annuelle de 2,2 % et annoncé une hausse du SMIC de 2,4 % au 1er juin, aucune mesure générale de revalorisation salariale n'est prévue pour les agents de la fonction publique. Une situation inacceptable face à un nouveau décrochage du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Des centaines de milliers de fonctionnaires payés au SMIC : un scandale social et professionnel

La prochaine hausse du SMIC va aggraver une situation déjà critique : **plus de 356 000 agents publics** perçoivent déjà une indemnité différentielle pour ne pas tomber sous le seuil du salaire minimum. Avec cette nouvelle revalorisation, **les premiers échelons des catégories B et C, ainsi que certains élèves fonctionnaires de catégorie A, se retrouveront sous le SMIC**.

Un système à bout de souffle

Cette situation révèle l'**effondrement des grilles indiciaires** et la **disparition progressive de la reconnaissance** des qualifications, de l'expérience et de l'ancienneté.

Pendant 19 ans, les agents **débutants de catégorie C** ne verront **aucune augmentation** de leur traitement **indiciaire**. Une aberration inacceptable.

L'indemnité différentielle n'est pas une politique salariale

Recourir massivement à cette indemnité n'est pas une solution. Elle ne fait que **combler le minimum légal**, sans régler le problème de fond : **la dévalorisation structurelle des salaires des fonctionnaires**. Et cerise sur le gâteau : **elle n'est pas intégrée dans le calcul des retraites**, pénalisant les agents sur le long terme.

Un pouvoir d'achat en chute libre

Malgré les mesures de 2022, 2023 et l'attribution de 5 points d'indice en 2024, **les pertes accumulées depuis des années ne sont toujours pas compensées**. Ajoutez à cela **la suppression de la GIPA pour la deuxième année consécutive**, et vous obtenez un **décrochage continu des rémunérations** face à l'inflation.

L'UNSA revendique :

- **Une revalorisation immédiate et significative du point d'indice**
- **Son indexation sur l'inflation pour éviter de nouvelles pertes**
- **L'ouverture urgente d'un chantier sur les carrières et les rémunérations**
- **Une refonte des grilles indiciaires pour redonner du sens aux parcours professionnels**
- **Le rétablissement de la GIPA**

Dans un contexte de **hausse du coût de la vie et de déni de reconnaissance**, les agents publics attendent **des actes concrets avec une politique salariale ambitieuse**.

En complément sur le site UNSA FP un paragraphe explicatif des conséquences pour :

Grilles indiciaires catégorie C

Grilles indiciaires catégorie B

Les organisations syndicales écrivent au Premier Ministre sur la situation des salaires dans la fonction publique- 18 mai